

troc. Ils n'ont aucune conception d'un échange commercial qui comporte des avantages réciproques. Aussi je ne comprends pas qu'une démocratie se prête au jeu communiste dans le commerce, car il mène toujours à son propre désarroi. Les peuples pacifiques ont l'avantage parce qu'ils disposent chez eux de tout ce qu'il leur faut, en temps de paix comme en temps de guerre. Les dictatures n'entrent en relations commerciales avec les démocraties que pour une seule raison, afin de se procurer une denrée indispensable qu'elles ne produisent pas chez elles. Les avantages réciproques, je le répète, n'entrent nullement en ligne de compte. Dès lors, pourquoi une démocratie se plierait-elle aux volontés de l'État dictateur lorsqu'il saute aux yeux que celui-ci s'efforce par tous les moyens de répandre le désarroi et la ruine parmi les démocraties chrétiennes?

L'Empire britannique pourrait devenir l'unité commerciale la plus vaste que le monde ait connue. Plus que tout autre groupe, il dispose des denrées qui font l'objet du commerce mondial. Mais le commerce entre les pays de l'Empire, surtout chez nous, n'a cessé de périlcliter, le troc avec de parfaits étrangers y ayant contribué pour une grande part.

Trois zones se partagent le monde commercial: la zone du dollar, celle du rouble et celle de la livre sterling. Divisés entre eux, les peuples démocratiques ne se serrent pas les coudes comme ils le devraient afin d'assurer un commerce vaste et prospère qui permettrait d'élever les normes d'existence des peuples amis de la liberté. Comme l'affirmait l'éminent sir John Boyd Orr, ce n'est pas sur des estomacs vides qu'on édifie la paix.

Les conditions mondiales étant ce qu'elles sont, je ne saurais trop insister sur la nécessité, pour les pays épris de liberté, de travailler avec le plus d'harmonie possible, tant dans leurs programmes de défense que dans leurs entreprises commerciales. Ces pays atteindront des buts très enviables s'ils s'en tiennent à cette ligne de conduite, car lorsque les nations démocratiques font des échanges commerciaux, elles cherchent à assurer des avantages réciproques d'où découlera leur prospérité individuelle; d'autre part, les nations communistes désireuses d'accaparer tous les avantages ne se réjouissent jamais plus que lorsqu'elles peuvent semer les embarras et la zizanie parmi ceux qui préconisent le régime démocratique.

Je tiens à aborder ici un autre aspect de notre commerce impérial. On peut se poser la question suivante: avions-nous vraiment besoin de ces trocs qui ont tant nui au commerce du Commonwealth et qui, aujourd'hui encore, suscitent beaucoup d'embarras? Je réponds par la négative. Le Commonwealth

n'est assurément pas un désert. Nous avons les matières premières; pourquoi alors ne pas produire la marchandise et la distribuer?

Énumérons plutôt les denrées sur lesquelles se fonde le commerce international: le blé, le riz, les autres céréales secondaires, le coton, la laine, l'acier, les métaux de base et précieux, les minéraux, le poisson, les sciages, le pétrole, le caoutchouc, le sucre, le bétail, — y compris le cuir, — les breuvages, les fruits, les légumes, les produits laitiers, les matières grasses, et la houille. Si nous regardons autour de nous et étudions la situation, nous constaterons que l'Empire britannique, sous réserve d'une pénurie possible de pétrole et de coton, peut produire à peu près toutes ces denrées, si essentielles à notre bien-être. Depuis la perte de l'Égypte, la réserve de coton de l'Empire a fléchi. Par ailleurs, si l'Alberta produit du pétrole, comme nous l'espérons fermement, notre provision de cette denrée sera assurée, au moins pour une génération.

Nous pouvons affirmer sans crainte que le monde anglophone possède tout ce qui peut assurer la prospérité du commerce. Alors pourquoi nous écarter de notre route pour plaire aux communistes? Les murailles érigées contre le commerce de l'Empire sont d'institution humaine, artificielles et imprévoyantes. Elles nous coûteront fort cher. Sans valeur est le prétexte que les marchés amicaux de l'Empire ont dû être abandonnés et qu'il est maintenant nécessaire pour ses membres de conclure des ventes avec les pays hostiles parce qu'ils n'ont plus de dollars pour acquérir certaines denrées dont ils ont besoin. Ce raisonnement fait fi du bon sens. Tout d'abord quiconque s'y connaît en matière de commerce mondial sait fort bien ce que les communistes réclament en retour et combien il pourrait être pénible de répondre à leurs exigences. Les événements l'ont démontré.

En second lieu, comment un pays démocratique peut-il maintenir la dignité de l'ouvrier en acceptant des denrées d'une nation qui les produit grâce à la main-d'œuvre de treize ou quatorze millions d'esclaves? D'après les journaux, ces gens ne recevaient aucune allocation pour le vêtement ni le logement et on ne leur accordait, chaque jour, qu'une livre et demie de pain bis et deux plats de soupe à l'orge, sans matières grasses. Les denrées russes produites à meilleur compte au moyen d'esclaves explique peut-être le motif de ces échanges. Ce serait cependant une raison indigne qu'on ne saurait alléguer.

D'autre part, la réponse courante, c'est qu'on ne disposait pas de dollars pour commercer avec notre pays. Or les sénateurs savent bien qu'il ne manquait pas de réserves de